



État-major des armées

Accueil | EMA | Le chef d'état-major | Interventions | Discours | Allocution de l'amiral Edouard Guillaud à l'UNESCO

Allocution de l'amiral Edouard Guillaud à l'UNESCO

Mise à jour : 01/02/2011

Allocution de l'amiral Edouard Guillaud à l'UNESCO dans le cadre d'une conférence sur la diplomatie humanitaire et la gestion des crises internationales, organisée par l'Ordre de Malte le 28 janvier 2011 à Paris.

Madame la directrice générale, Excellences, Messieurs, Messieurs les ambassadeurs, Messieurs les officiers généraux, Mesdames, messieurs,

Vous connaissez évidemment ce bon mot de Clémenceau : « la guerre est une chose trop sérieuse pour être confiée aux seuls militaires ». Derrière ce que l'on percevra comme une boutade voire une raillerie, apparaît en filigrane l'essence même de la question que vous avez abordée au cours de ces deux jours de conférence : Comment gérer les crises internationales aujourd'hui ? Quel est le sens de l'action militaire et quel est le sens de l'action humanitaire dans un contexte de guerres irrégulières, de conflits asymétriques ou de crises sécuritaires au sein desquels les populations sont à la fois victimes et otages, enjeux politiques et protagonistes de rivalités complexes ?



Afghanistan, Sri-Lanka, Irak, Soudan, Somalie,... sont autant de ces théâtres d'affrontements où les violences s'exercent contre les populations civiles, où le droit humanitaire international est bafoué, où l'acteur sécuritaire et l'acteur humanitaire, tous deux nécessaires, tous deux dépendants sont animés par deux logiques ou deux cultures difficiles à concilier. Les réponses à ces questions sont essentielles : elles déterminent la crédibilité et donc l'avenir de la diplomatie comme l'efficacité de l'action militaire pour la résolution des crises présentes et futures.

Nous vivons dans un monde « crisogène » où la gestion des crises est d'une grande complexité. Vous l'avez tous souligné. Le monde est aujourd'hui secoué par plus d'une quarantaine de conflits d'ampleur diverse et souvent avec des risques de diffusion régionale. L'environnement de nos opérations est celui de l'état fragile ou de « l'état failli ». Ces conflits ont changé de nature ; la guerre a changé de visage : de Westphalienne elle est devenue asymétrique. Elle s'inscrit dans la durée, elle redevient un « mode de vie », comme au Moyen-âge en Europe, avec le droit, les us et coutumes en moins.

Elle ne se traite plus, elle se gère. La notion de victoire a disparu. Elle n'oppose pas entre elles des armées régulières, elle nous impose comme adversaires des guérillas de mieux en mieux outillées. Elle confronte des armées respectueuses du droit de la guerre à des forces dont la règle est trop souvent l'absence de règle.

L'Etat n'est plus le seul acteur de la guerre avec le bras armé que représente la force militaire nationale. La guerre se fait en coalition, l'intervention militaire est multinationale. Mais la guerre a aussi tendance à se privatiser ! Au-delà des combattants, les acteurs se multiplient : organisations internationales, ONG, SMP, acteurs locaux, acteurs économiques, financiers, religieux ou mafieux, acteurs médiatiques gravitent dans le champ des crises avec des intentions, des ambitions et des intérêts souvent divergents.

Dans ces conflits ou ces crises, il n'y a pas de solution militaire pas plus qu'il n'y a de solution purement humanitaire. Mais il n'y a pas non plus de solution sans militaire et sans humanitaire. Cela ne veut pas dire qu'il faille rechercher une « militarisation de l'humanitaire » ou tout autre confusion des genres dont chacun connaît les limites. Ne nous y trompons pas, ce type de crises est appelé à perdurer voire à se développer : même si l'on ne peut exclure la résurgence de conflits inter étatiques classiques, les opérations que nous mènerons demain seront sans doute majoritairement de la même veine, c'est à dire au sein des populations, dans des configurations où l'asymétrie pourrait encore rester le mode opératoire privilégié.

Vous le savez, les années à venir sont lourdes de défis: pour nous Européens, ce sont les haines et les ressentiments à l'égard d'un Occident perçu comme conquérant, arrogant et décadent. Pour d'autres, c'est le risque de fondamentalisme idéologue sachant exploiter les contradictions et la misère du Monde. Ce sont aussi les accès aux ressources énergétiques, hydriques, alimentaires mais aussi technologiques et systémiques par le biais de la guerre informatique. Voici autant de facteurs d'insécurité qui combinés aux risques naturels et sanitaires sont le terreau de catastrophes de grande ampleur.



Face à la complexité des crises et à la diversité des acteurs qu'elles impliquent, nous avons assisté ces dernières années à une véritable prise de conscience. C'est la prise de conscience qu'il nous faut de nouvelles méthodes et de nouveaux outils de gestion de crise. C'est la prise de conscience que seule une approche pluridisciplinaire permettra de trouver des portes de sorties à la fois crédibles et efficaces. C'est la prise de conscience enfin, que seule une régulation des acteurs et des actions dans un cadre éthique et juridique clair permettrait de sortir des logiques segmentées ou des concepts idéologiques. Dans cet esprit, différentes approches ont été mises en œuvre pour rechercher ces synergies et apporter des solutions durables afin qu'humanitaires, militaires mais aussi diplomates et civils puissent travailler ensemble.

Les Nations unies, qui sont le cadre de la légitimité internationale, ont mis en œuvre une « approche intégrée ». Elles ont acquis une certaine expertise en la matière mais avec des résultats très inégaux.

L'Union européenne défend son « approche globale » en mettant en avant la pertinence des outils civils qu'elle seule possède.

L'OTAN, notamment en Afghanistan a développé la « comprehensive approach ». Mais il faut remarquer qu'alliance militaire, elle ne dispose pas de structures et de capacités civiles propres à être déployées pour la gestion des crises. En fait, il n'existe pas de concept universel, codifié ou normé d'approche globale : les visions, les positionnements, les organisations, les méthodes ou processus sont différents même si l'effet final recherché reste la résolution de la crise ! Mais derrière ces concepts, les réalités révèlent une réelle difficulté de mise en œuvre. En effet, quoi de plus difficile que mettre en cohérence les différents intervenants : les cultures, les organisations, les objectifs, les méthodes de travail sont si éloignés ! Ces difficultés, vous les connaissez : elles sont autant structurelles que culturelles.

Les organisations internationales s'arcbutent sur leurs schémas, doctrines et prérogatives propres. Ce n'est ni plus ni moins qu'une lutte d'influence dans le jeu politique international.

Les ONG défendent leur indépendance, leur impartialité et leur neutralité. Elles se défient de toute instrumentalisation ou récupération politique, au risque de perdre en efficacité. - Enfin, les civils se méfient des militaires et vice et versa dans des jeux de pouvoirs et d'influence. Naturellement, s'ajoutent à ces difficultés les questions plus techniques, mais bien réelles, de procédures, d'interopérabilité, de compatibilité, de financement qui rendent plus complexes l'application pratique d'un projet global sur un état failli ou une zone de crise.

Loin de vouloir vous livrer la solution qui verrait naître enfin une harmonie des acteurs pour une meilleure synergie des actions dans la résolution des crises, je crois à quelques principes qui permettent d'avancer. Nous essayons d'ailleurs de les mettre en œuvre dans la conduite de nos opérations.

Le premier principe : c'est la compréhension et la reconnaissance mutuelle de deux postulats : 1er postulat : l'humanitaire s'engage au nom de valeurs. 2ème postulat : le militaire est au service d'une politique d'un Etat (ce qui n'exclut pas bien entendu que la dite politique soit elle aussi mue par ces mêmes valeurs). Le deuxième principe est celui de l'ouverture. Il s'agit très simplement de se connaître pour se comprendre et apprendre à travailler ensemble. C'est ce qui permet d'établir un partenariat respectueux des cadres d'action de chacun.

Le troisième principe est celui de la pluralité des approches. A l'approche conceptuelle « top down » je préfère une approche locale et pluridisciplinaire. Chaque crise est unique. Le terrain, la géographie, la culture, les circonstances commandent. Nous devons faire cet effort d'adaptation permanent. Il nous faut sortir des schémas idéologiques et bureaucratiques pour nous adapter à la réalité et prendre en compte les contraintes de chaque théâtre, pour respecter l'environnement culturel, religieux, sociétal de chacun des pays où nous sommes engagés. C'est un tel effort que je réclame aux armées françaises. C'est un effort qui demande une formation, y compris une formation éthique, afin que l'emploi de la force ne soit pas la légitimation d'une violence débridée. Notre honneur est dans la maîtrise de notre violence légitime.

Le quatrième et dernier principe est celui de la coopération des acteurs pour une coordination des actions au profit d'un même état final recherché. Il ne s'agit pas seulement de se côtoyer et de cohabiter, il s'agit plutôt de se concerter pour coopérer. Cela nécessite cette relation de confiance entre acteurs civils et militaires, avec la reconnaissance du rôle de chacun à l'endroit et au moment qui est le sien. En effet, la répartition des rôles doit être bien comprise selon les différentes phases d'une opération : tant que les armes ne se sont pas tues, il appartient davantage aux militaires de coordonner l'action de ses partenaires civils ou humanitaires. En revanche, partout où le niveau de violence est contenu par l'action principale des forces de police ou de sécurité intérieure, il appartient aux experts civils (y compris humanitaires) de coordonner les actions de gouvernance et de développement.

Dans ce contexte les acteurs militaires viennent apporter, si nécessaire, leur connaissance du terrain, une aide matérielle, une action spécifique sur un environnement particulier. Cette coopération ne signifie pas intégration. La coopération préserve l'indépendance, elle est ponctuelle, elle est localisée et adaptée aux situations. Cette coopération doit s'inscrire dans une dynamique de complémentarité avec une approche dépassionnée et pragmatique. Autour de ces principes, nous ne tomberons pas dans la confusion des genres et nous pourrons nous retrouver pour une guerre contre l'inhumanité, chacun dans nos registres, l'un politique et sécuritaire, l'autre humanitaire.

Pour conclure, nous ne sommes pas condamnés à travailler ensemble, nous sommes appelés à innover ensemble pour respecter nos vocations propres et accomplir notre devoir d'Homme.

Je vous remercie.

Sources : EMA

Droits : Ministère de la Défense et des anciens combattants